



Pétrole : privatisation exigée, main mise des Sociétés pétrolières US sous protection de l'armée US

Rapport Baker sur l'Irak

Par [Antonia Juhasz](#)

Mondialisation.ca, 12 décembre 2006

[Democracy Now, Planète Non-Violence \(traduction\)](#) 12 décembre 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [IRAK](#)

Le rapport Baker fait couler beaucoup d'encre mais, comme par hasard, les médias de masse, ne parlent pas de l'un des éléments clé de ce rapport. En effet, il préconise la privatisation totale de l'industrie pétrolière irakienne, son accès libre et protégé par les forces armées US aux compagnies pétrolières privées des US.

Parmi ses recommandations, le Groupe d'Etude sur l'Irak a conseillé que l'Irak privatise son industrie pétrolière pour l'ouvrir aux compagnies internationales. Antonia Juhasz écrit : « *pour le dire simplement, les compagnies pétrolières essaient d'obtenir ce qu'on leur refusait avant la guerre où à un quelconque moment de l'histoire moderne irakienne : l'accès au pétrole irakien en sous sol.* »

Amy Goodman (Democracy Now) : Le Groupe d'Etude sur l'Irak a aussi recommandé pour l'Irak une privatisation de son industrie pétrolière et l'ouverture aux compagnies internationales. L'auteure et activiste Antonia Juhasz s'est penchée de près sur cet aspect du processus de reconstruction de l'Irak. Elle est l'auteur de « *The Bush Agenda : Invading The World, One Economy at a Time* » (L'Agenda de Bush: Envahir le Monde, une Economie à la fois.)

Antonia Juhasz, merci de nous rejoindre dans notre studio de la radio de San Francisco. Votre réponse au rapport porte sur un point qui n'a pratiquement pas été débattu, celui qui concerne la privatisation ?

Antonia Juhasz : Ouai, tout à fait. Et bonjour Amy. C'est une proposition totalement radicale faite directement dans le rapport du Groupe d'Etude sur l'Irak que l'industrie pétrolière irakienne devrait être réorganisée comme entreprise commerciale. La proposition dit aussi, comme vous l'avez dit, que le pétrole irakien devrait s'ouvrir aux compagnies étrangères privées énergétiques. De même, une autre proposition radicale c'est que tous les revenus du pétrole soient centralisés au sein du gouvernement central. Et le rapport appelle à ce qu'un conseiller US s'assure qu'une nouvelle loi nationale soit votée en Irak pour rendre tout cela possible et que la constitution irakienne soit amendée pour être sûr que le gouvernement central ait le contrôle des revenus pétroliers.

En résumé, le rapport appelle à la privatisation du pétrole irakien, pour qu'il tombe aux mains de multinationales étrangères privées, mettant tout le pétrole dans les mains du gouvernement central, et essentiellement, vais-je affirmer, étendre la guerre en Irak pour

s'assurer que les compagnies pétrolières US aient, ce pourquoi l'Administration Bush est allée là bas : le contrôle et un plus grand accès au pétrole irakien.

AG : Antonia Juhasz, parlons des membres du Groupe d'Etude sur l'Irak. Cela pourra expliquer ce qu'a été leur approche, particulièrement James Baker, l'ancien secrétaire d'état, et aussi Lawrence Eagleburger. Parlez nous de ces deux là.

AJ : Tous les deux, Baker et Eagleburger ont fait carrière en faisant une ou deux choses : travailler pour le gouvernement fédéral ou travailler pour une entreprise privée, se servant du travail qu'il faisait au sein du gouvernement fédéral. Ainsi, en particulier, les deux, Baker et Eagleburger ont été des participants clés dans les années 80 et début des années 90 à l'expansion radicale des engagements économiques des US avec Saddam Hussein, avec un objectif très clair d'obtenir pour les compagnies US, particulièrement les compagnies pétrolières, un accès plus grand au pétrole irakien et faire tout ce qu'ils pouvaient pour accroître cet accès.

Baker a son propre intérêt privé. Sa famille est lourdement impliquée dans l'industrie pétrolière, de même que son cabinet juridique Baker Botts est lui l'un des cabinets clé représentant les compagnies pétrolières dans tous les US et dans leurs activités au Moyen Orient. Et, Lawrence Eagleburger a été président de Kissinger Associates, l'une des sociétés multinationales de conseil les plus importantes en matière de conseil aux sociétés américaines qui essayaient d'obtenir de Saddam Hussein des contrats pour travailler en Irak.

Et puis, à ces 2 membres du Groupe d'Etude sur l'Irak se sont joints 2 membres qui sont des représentants de la Fondation Héritage, et cette Fondation est l'une des quelques organisations US qui a catégoriquement appelé à la privatisation totale du secteur du pétrole irakien avant l'invasion de l'Irak, comme but déclaré de cette invasion. Et pour demander catégoriquement une totale privatisation, comme je l'ai dit, c'est vraiment radical. En fait, c'est un changement pour l'administration Bush, qui a travaillé ces deux dernières années à un agenda d'une sorte de privatisation, mettant en avant ce qu'on appelle des accords de production partagée en Irak avec les mêmes résultats qu'une privatisation, mais sans l'appeler privatisation.

Pour le Groupe d'Etude sur l'Irak, qui est supposé être, vous savez, la rencontre des pragmatiques, une sorte de groupe de milieu de terrain, qui va aider à résoudre le problème de la guerre en Irak, pour avancer cette proposition incroyablement radicale et d'avoir personne qui en parle, pour moi c'est passablement choquant et cela montre que les démocrates, les républicains, les médias, ont peur de parler du pétrole, mais ce pétrole selon ma réflexion, reste quand même le mobile de l'Administration, et de tous ceux dans le secteur du pétrole aux US, en comptant Baker et Eagleburger parmi eux, pour lequel les troupes US y sont engagées (Irak ndlt), et engagées à rester. Et le rapport dit que les troupes resteront jusqu'au moins 2008 - je pense que c'est un minimum - pour garantir l'accès du pétrole aux compagnies pétrolières US.

AG : L'ancien secrétaire d'état James Baker est allé à Rome, Moscou, Londres, en 2003, premier voyage officiel depuis qu'il a rejoint l'Administration Bush comme référent sur des questions concernant l'Irak en 2003, mais il est resté un partenaire de haut niveau dans le cabinet juridique, Baker Botts, qui, représente, parmi d'autres, Halliburton, de même que le gouvernement Saoudien, dans la plainte déposée par les membres de familles qui ont perdu l'un des leur lors du 11 septembre. Ainsi, c'est les membres de ces familles qui ont perdu

des êtres chers, contre le gouvernement saoudien, et il représentait le gouvernement saoudien.

A J : Ouais, son allégeance s'est étendue et cela a pratiquement toujours à voir avec le pétrole. Et le public a été très clair en disant de Baker – excusez moi, je veux plutôt dire les médias – que Baker est un pragmatique. C'est un pragmatique, le rapport du Groupe d'étude sur l'Irak, dit, page 1, chapitre 1, que la raison pour laquelle l'Irak est un pays clé au Moyen Orient, dans le monde et pour les US, c'est parce qu'il a les deuxièmes plus grandes réserves de pétrole dans le monde. Le rapport est très clair.

Le rapport est aussi très clair, cependant, sur le fait que ce n'est pas un rapport où on peut trier, choisir des recommandations. Il dit que toutes les recommandations devraient être appliquées ensemble comme une seule proposition, qu'elles ne devraient pas être séparées. Cela veut dire que les auteurs du rapport disent que le pétrole, la privatisation, et l'accès des multinationales étrangères au pétrole sont aussi importants que n'importe quelle recommandation qu'ils ont faite.

Et le rapport dit aussi que le gouvernement US suspendra tout soutien militaire, économique, politique au gouvernement irakien, si ces recommandations ne sont pas suivies. C'est une déclaration plutôt crue. Le gouvernement US ne fournira aucun soutien au gouvernement d'al-Maliki, sauf s'il avance pour changer la constitution irakienne et fait les changements nécessaires à la loi irakienne pour privatiser le pétrole irakien.

Il nous faut être très clair là-dessus dans le mouvement anti-guerre, que c'est leur objectif et que nous devons, comme je l'ai répété, pas simplement appeler à la fin du stationnement des troupes en Irak, mais faire savoir que l'invasion par les multinationales US ne peut pas non plus se développer ou continuer.

AG : Antonia Juhasz, je veux vous remercier pour avoir été parmi nous.

Antonia est l'auteur de « The Bush Agenda : Invading The World, One Economy at a Time » (L'Agenda de Bush: Envahir le Monde, une Economie à la fois.)"

Source et Copyright : <http://www.democracynow.org/article.pl?sid=06/12/07/1452236>

Introduction et traduction bénévole pour information à caractère non commercial, Mireille Delamarre, pour [Planète Non-Violence](#)

La source originale de cet article est [Democracy Now, Planète Non-Violence \(traduction\)](#)
Copyright © [Antonia Juhasz, Democracy Now, Planète Non-Violence \(traduction\)](#), 2006

Articles Par : **[Antonia Juhasz](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca